

Hébergement des jeunes migrants : les débuts chaotiques du sous-traitant de la Métropole de Lyon

Via un marché public d'au moins 4,5 millions d'euros pour 2020, la collectivité a confié au groupement d'associations RelYance la mission de loger et d'accompagner, à terme, 345 mineurs étrangers. Mais entre la démission d'une partie de ses éducateurs et la fermeture en série d'appartements, le dispositif souffre de sérieuses difficultés.

Par **Morgane Remy** - 5 mai 2020 9 minutes

L'un fait le ménage, son voisin termine la vaisselle, les autres discutent de leur journée en apprentissage. Plomberie, BTP, restauration... Les jeunes hommes – des mineurs ayant fui leurs pays d'origine en Afrique – travaillent dur la journée. « Le soir, ils peuvent rentrer chez eux, partager un repas. Et nous venons nous assurer que tout va bien », détaille Pierre-Antoine Lepage, directeur général du groupement d'associations qui gère les lieux, RelYance Terrami(e)s.

L'organisme est chargé de l'hébergement et de l'accompagnement de jeunes migrants, scolarisés le plus souvent en alternance dans des métiers en tension. Pour notre venue, ce jeudi 12 mars au soir, le responsable, assisté de deux éducateurs, a concocté une visite digne d'un voyage de presse. « Ici, c'est une colocation qui se passe bien », précisent-ils, un peu tendus par cet exercice de communication. Au même moment, le président de la République annonce la fermeture des écoles, prémices du confinement général qui suivra quelques jours plus tard [*lire ci-dessous l'encadré En coulisses*].

Belle vitrine

Cinq jeunes migrants d'origine africaine, reconnus mineurs par les services de la Métropole de Lyon, habitent dans cette petite rue calme du 3^e arrondissement. L'appartement est haut de plafond, rafraîchi, meublé sans harmonie mais de manière confortable. L'ambiance est sereine. « Nous accueillons ainsi 165 jeunes migrants dans des appartements un peu partout dans toute la Métropole, poursuit Pierre-Antoine Lepage. Et ce, en quelques semaines seulement d'existence. »

La vitrine est belle. Des jeunes autonomes dans des appartements bien tenus. Un accompagnement social de qualité. Aux antipodes de la situation

documentée par Mediacités dès 2017, quand **les services du Grand Lyon dépassés** (<https://www.mediacites.fr/complement-denquete/lyon/2017/12/13/jeunes-migrants-disperses-grand-lyon-depasse/>) se montraient incapables de remplir leur mission de protection de l'enfance, qui concerne les mineurs non-accompagnés (MNA), ces jeunes migrants arrivés seuls sur le territoire français. A l'époque, la collectivité est régulièrement accusée de se montrer très sélective avant de leur reconnaître le statut de mineur, laissant bon nombre de jeunes à la rue, sans solution d'hébergement [*lire dans nos archives* "**Migrants : l'insupportable attente des mineurs isolés**" (<https://www.mediacites.fr/enquete/lyon/2017/09/20/migrants-linsupportable-attente-des-mineurs-isoles/>)" ou *cette tribune* "**Mineurs isolés à la rue : urgence !**" (<https://www.mediacites.fr/forum/lyon/2018/09/12/tribune-mineurs-isoles-a-la-rue-urgence/>)"].

Plus de deux ans après, la situation s'est améliorée. Depuis avril 2018, la Métropole a confié à **l'ONG Forum réfugiés** (<https://www.mediacites.fr/enquete/lyon/2019/05/15/trier-les-jeunes-migrants-du-grand-lyon-la-mission-decreee-de-forum-refugies/>) le soin d'évaluer l'âge des jeunes migrants qui demandent sa protection et **a ouvert de nouveaux lieux d'accueil** (<https://www.mediacites.fr/complement-denquete/lyon/2019/03/13/grand-lyon-jeunes-migrants-a-labri-mais-pas-au-bout-de-leur-peine/>), perçus toutefois comme insuffisants ou trop « low cost » par certaines associations.

** Tous les préno
parfois les genre
changés à la den
éducateurs*

*... dans la structure
collective, la mul
Sodexo s'est aus
développée dan:
services à domic
(médicaux ou no
gestion d'Ehpad
d'accueil (elle tra
notamment dan:
prisons).*

 **Mediacités Lyon**
@MediacitesLyon

"Du low cost !": depuis l'hiver dernier, les jeunes migrants présents dans le Grand **#Lyon** ne dorment plus à la rue, mais les militants associatifs dénoncent le manque d'accompagnement et l'engorgement des structures dédiées aux **#mineurs** étrangers isolés. [mediacites.fr/lyon/complemen...](https://www.mediacites.fr/lyon/complemen...)

Grand Lyon : jeunes migrants à l'abri mais pas au bout de leu...

La situation des mineurs étrangers isolés présents dans la métropole s'est sensiblement améliorée depuis le précédent hiver,

Progrès spectaculaires

Dans un autre appartement géré par RelYance, proche du métro Debourg (7^e arrondissement), seuls deux jeunes sont logés. En fond sonore, sur la télévision, la série *Big Bang Theory*. Le canapé-lit au milieu du salon est soigneusement replié au moment de l'arrivée de l'équipe des éducateurs, pour mieux les accueillir : « Comment s'est passée votre journée ? » « Ça va, ça va... », répondent nonchalamment les deux adolescents.

La Métropole ne dit pas autre chose. Dans un document intitulé « Point d'étape sur la prise en charge du public par la Métropole de Lyon » et daté du 29 janvier dernier, que Mediacités Lyon s'est procuré [*voir ci-dessous*], l'exécutif du Grand Lyon communiquait des chiffres très encourageants aux élus de la majorité et de l'opposition. Début 2020, plus de 1 700 mineurs non accompagnés et jeunes majeurs ex-MNA avaient été pris en charge par la Métropole. Le nombre de jeunes seuls à l'hôtel, sans encadrement, est passé de 700 en janvier 2019 à seulement 150 un an plus tard. Une amélioration spectaculaire.

Mineurs Non Accompagnés (MNA)

Point d'étape sur la prise en charge du public par la Métropole de Lyon



Délégation Développement Solidaire, Habitat et Education
Direction de la Prévention et de la Protection de l'Enfance

GRAND
Lyon

Pour parvenir à ce résultat, 500 places d'hébergement pérennes ont été créées dans le cadre d'un appel à projets attribué en juillet 2019 et mis en œuvre dans les mois suivants, conformément aux engagements de l'actuel président du Grand Lyon David Kimelfeld. Un tour de force ? Plutôt un tour de passe-passe, alertent d'anciens éducateurs spécialisés de RelYance, qui ont préféré rendre leur tablier.

Un groupement d'associations monté à la hâte

Responsable de la création de 345 places sur les 500 programmées, la plateforme RelYance, qui regroupe trois acteurs majeurs de la protection de l'enfance lyonnaise (l'association Le Prado, la fondation AJD et l'association Acoléa), a été le principal bénéficiaire de l'appel d'offres de la Métropole. Les places restantes ont été réparties entre trois autres associations (Orsac, OVE, Léo Lagrange). « La direction du Prado a expliqué de manière informelle qu'il fallait y aller, sinon ce serait un groupe comme Sodexo qui l'emporterait, raconte Rachid Hmamouch, délégué du personnel de l'association. Ils ont lancé une toute nouvelle équipe, compétente mais indépendante. »

Officiellement, le dispositif baptisé "Terrami(e)s" a accueilli ses premiers jeunes en janvier 2020. Mais dans les faits, sous la bannière RelYance, deux équipes d'éducateurs (une du Prado et une d'Acoléa) s'occupent de mineurs étrangers depuis l'été 2019, dans la foulée de l'attribution du marché. Les débuts ont été chaotiques. Dès ses premiers mois d'activité, RelYance a essoré neuf salariés, provoquant le départ de la quasi-totalité de l'équipe initiale. Mediacités a recueilli les témoignages de ces éducateurs. Ils évoquent la pluie qui s'infiltrait dans leur bureau mais aussi les frais d'habillement des jeunes migrants avancés sur leurs deniers personnels. Ils ont fini par être remboursés des mois plus tard... parfois après la fin des contrats.



(<https://www.mediacites.fr/wp-content/uploads/2020/04/DSC8001.jpg>)

Vues de l'intérieur du centre d'hébergement géré par RelYance à la Part-Dieu. Photo : Mediacités

(<https://www.mediacites.fr/wp-content/uploads/2020/04/DSC8037.jpg>)

Le site a fermé en décembre 2019 après avoir été jugé non conforme par la Métropole de Lyon. Photo : Mediacités

« Au départ, j'étais emballée par le projet. L'objectif qu'on m'avait présenté était de vider les squats, comme celui de Maurice Scève [*voir notre reportage photo "Migrants : six mois dans les squats du Grand Lyon*

(<https://www.mediacites.fr/enquete/lyon/2019/11/20/en-images-migrants-six-mois-dans-les-squats-du-grand-lyon/>)"] pour offrir de bonnes conditions d'hébergement aux mineurs isolés », raconte Corinne * . « Nous avons été embauchés par Le Prado et j'avais une vraie fierté à rejoindre cette association reconnue », se rappelle Nicole, recrutée l'été dernier. Mais dès l'arrivée dans les locaux situés à côté de la Part-Dieu, l'équipe déçante.

Les vingt appartements – pour cinquante jeunes accueillis – sont fraîchement repeints mais presque vides. « Certes, il y avait toujours un lit et un frigo mais les jeunes mangeaient à même le sol, sans table, complète

Thomas. Nous avons dû nous débrouiller pour trouver des dons de meubles et d'électroménager en nous déplaçant partout, souvent avec un véhicule personnel pour aller les chercher. » Le nec plus ultra pour les jeunes étant de disposer d'un canapé et d'une télévision.

Déménagement précipité

Après cinq mois d'efforts, les locaux sont fermés par la Métropole en décembre. Motif : ils contreviennent à la sécurité des jeunes, constate une inspection diligentée par la collectivité, qui pointe un nombre insuffisant d'encadrants ou des défaillances du système d'évacuation en cas de feu... La majorité des appartements sont vidés dans la précipitation, au point que des affaires personnelles sont utilisées pour meubler de nouveaux hébergements ou déménagés sans l'accord de leur jeune propriétaire. « Certains sont rentrés du travail, après une longue journée sur des chantiers, et ont retrouvé la cuisine vide et le contenu du frigo, viande comprise, posé sur le carrelage dans un sac plastique », raconte Nicole.

La plupart des jeunes plient bagages pour Saint-Fons, Vaulx-en-Velin ou Bron, dans de nouveaux appartements « en diffus » (éparpillés) de ReYance, dans lesquels sont hébergés, au maximum, six jeunes. Certains referont pourtant leurs valises quelques semaines plus tard, quand la Métropole fera fermer à nouveau des adresses. En cause : la présence de points de deal de drogues dans les immeubles.

En décembre, la direction de ReYance propose à l'équipe issue du Prado de repiler sous un nouveau contrat. « Mais nous ne pouvions plus cautionner ce qui se passait, poursuit Thomas. Outre le droit du travail non respecté (heures supplémentaires indues, illégales et non payées, manque de directives claires et aucune analyse de la pratique), nous ne voulions plus être complices de la maltraitance des jeunes », accuse-t-il. « J'ai refusé un CDI. Encore aujourd'hui, je n'y crois pas », complète Corinne.

Presque tous ont renoncé, malgré les liens noués entre les éducateurs et les jeunes accompagnés. Une photo, prise lors de leur départ, montre les mots des mineurs écrits sur le mur du bureau pédagogique pour conclure cette période. « Quel gâchis », considèrent, amers, tous nos interlocuteurs.



Messages laissés par les jeunes aux éducateurs dans le foyer de la Part-Dieu. Photo : DR

« Nous avons eu des problèmes avec une des deux équipes initiales », reconnaît Pierre-Antoine Lepage en éludant toutes nos questions sur le sujet. « Nous n'avons pas souhaité continuer avec ces personnes. Ce n'est pas de notre faute si elles réagissent de cette manière malgré l'énergie que nous déployons sur le terrain, poursuit-il. L'histoire de Relyance Terrami(e)s est celle de l'innovation dans le domaine du social et nous apprenons – plutôt vite, d'ailleurs – à mesure que nous marchons. »

« *On fait tout ce qu'on peut pour les gamins* »

Un point de vue partagé par certains salariés. « Nous, on fait tout ce qu'on peut pour les gamins, explique l'un des éducateurs spécialisés présent lors de notre visite. On y croit à ce projet. » L'autre équipe, venue de l'association Acoléa, a bénéficié de la présence d'un cadre décrit comme pugnace. « Notre expérience est très différente de l'équipe venant du Prado, explique Sophia, l'une des éducatrices que nous avons pu joindre par téléphone. Au départ, c'était effectivement de l'improvisation mais à la différence de nos collègues, notre chef d'équipe n'a rien lâché ! »

Depuis, la situation s'améliore doucement : une seule et même équipe d'éducateurs assure le suivi des mineurs du dispositif Terrami(e)s, une juriste a été recrutée, une infirmière ou un infirmier devrait les rejoindre. L'équipe d'éducateurs a également été renforcée, en privilégiant la bonne volonté à défaut d'un diplôme, comme l'illustre une petite annonce qui

stipule : « Vous êtes diplômé du travail social ou simplement vous souhaitez vous engager dans un projet humanitaire d'aide aux jeunes migrants ».

Sur le terrain, les salariés restent très mobilisés, malgré la fatigue. « Nous suivons entre 10 et 12 jeunes, souligne l'un d'eux. Cela peut paraître peu mais nous devons les accompagner sur tous les pans de la vie d'un adolescent, sans compter le traumatisme de leur migration qui demande un temps d'écoute qualitatif. » En off, certains alertent sur le risque d'épuisement alors que leur rôle s'est intensifié avec la crise sanitaire du Covid-19.

Problème d'astreinte

Malgré ces améliorations, le quotidien des mineurs étrangers, avec lesquels nous avons échangé, reste truffé de difficultés. Certains ne parviennent pas à laver leur linge, faute de budget ou de machines, alors qu'ils travaillent parfois en contact avec le public. D'autres cherchent encore de l'aide pour être accompagnés dans leurs démarches administratives, de santé ou leur scolarisation. Ils se tournent alors vers des bénévoles d'autres associations. « L'incident le plus sérieux que nous avons à déplorer est qu'un des jeunes n'avait personne pour aller aux urgences, malgré plusieurs coups de fil passé à un responsable d'astreinte de RelYance, raconte François-Régis Lacroix, membre de l'Amie (Accueil des mineurs isolés et étrangers), un collectif qui ne collabore pas directement avec la plateforme d'associations. Une de nos bénévoles a dû s'en charger pendant une nuit entière. »

Ce problème d'astreinte non respectée a été dénoncé à plusieurs reprises par des salariés (anciens et actuels) ainsi par que des bénévoles extérieurs. « C'est parce que les jeunes ont parfois de bonnes relations avec ces bénévoles, rétorque Pierre-Antoine Lepage. Nous sommes là seulement pour coordonner. Nous ne pouvons pas leur imposer de passer par nous. » Autrement dit : le dysfonctionnement ne vient pas de RelYance.

En sous-traitant l'accueil des mineurs isolés, la Métropole garde-t-elle le contrôle de sa prérogative ? « Il est possible que, compte tenu des délais, la course aux résultats ait mené à des aberrations, avance, prudemment André Gachet, conseiller métropolitain (Gauche unie), qui a travaillé sur la question des MNA. En tant qu'élus de l'opposition, nous avons en tout cas l'impression de ne rien pouvoir contrôler. » « Comme pour tous les acteurs de l'ASE [Aide sociale à l'enfance], il y a des procédures de contrôle et également des obligations de déclaration d'anomalie », évacue-t-on du

côté de la Métropole de Lyon, sans répondre précisément à nos questions.

Tarification à l'acte

De fait, le partenariat entre RelYance et le Grand Lyon comporte plusieurs flous. A commencer par le nombre de places créées. Alors que le marché passé en prévoit 345, Pierre-Antoine Lepage n'en compte pour l'instant que 165, soit moitié moins que l'objectif. « Il y a une tension sur le foncier, explique le responsable de la plateforme associative. Nous louons des appartements, principalement du parc social [dans les immeubles HLM des banlieues de Lyon principalement]. Mais la demande est forte et il n'y a pas que les MNA qui ont besoin d'y être logés. » De son côté, la Métropole indique que « le marché prévoit une montée en charge du dispositif correspondant également aux réalités des besoins ». Autrement dit, les places sont créées au compte-goutte.

Brouillard également sur la question du budget. La collectivité précise que l'enveloppe dédiée à la protection de l'enfance a augmenté ces dernières années : « De 19 millions d'euros en 2017 à 41,2 millions d'euros en 2020 » pour faire face à l'augmentation du nombre de MNA. Mais le diable se niche dans les détails. Il s'agit là des dépenses de fonctionnement inscrites au budget primitif. Du prévisionnel en quelque sorte. « Le paiement des associations est réalisé sur facture, au regard du nombre de jeunes accueillis et du prix de journée », détaille le service presse du Grand Lyon. Traduction : la Métropole ne débourse pas un euro avant que les jeunes n'emménagent. Charge aux associations de se débrouiller pour les éventuelles cautions, les travaux, l'ameublement et l'emménagement... En bref, à l'instar de l'hôpital public, la prestation sociale est réglée à l'acte.

Sollicités par Mediacités, ni la Métropole, ni RelYance n'ont accepté de communiquer les détails financiers de ce marché public. Seule la fourchette de prix indiquée dans l'appel d'offres initial – entre 75 et 90 euros par nuit d'hébergement – est connue. Selon nos estimations, RelYance pourrait donc percevoir a minima près de 4,5 millions d'euros par an pour les 165 places déjà créées. A terme, le sous-traitant du Grand Lyon devrait augmenter ses capacités et livrer d'autres prestations (accueil de jour, mise à l'abri...), multipliant la facture par trois ou quatre, selon nos calculs. Un budget qui écluserait à lui seul plus de la moitié de l'enveloppe de la Métropole dédiée à la protection de l'enfance.

Une communication bien ficelée

Cet article devait initialement être publié début mars. Deux semaines après notre demande d'interview et après plusieurs relances restées lettres mortes, Pierre-Antoine Lepage, directeur général de la plateforme RelYance Terrami(e)s, nous a finalement proposé une visite avec son équipe, afin de nous montrer « ce qu'ils font vraiment sur le terrain ». Nous avons donc repoussé notre date de publication pour nous rendre sur place, le 12 mars dernier. Parallèlement, la crise du coronavirus gagne la France. Le confinement débute quelques jours plus tard et bouleverse notre calendrier de publications. La sortie de cette enquête est donc de nouveau repoussée afin que la rédaction de Mediacités se consacre à la couverture de l'épidémie et à ses conséquences.

Mais revenons au 12 mars. Ce jour-là, l'ambiance est tendue malgré un accueil qui se veut chaleureux. Non seulement nous apprenons a posteriori que l'équipe a été briefée avant notre venue pour cette opération de communication, mais Pierre-Antoine Lepage ne répond pas à nos questions basées sur notre enquête de terrain, le recueil de témoignages et les alertes lancées par des salariés de RelYance, anciens ou actuels. De ce "voyage de presse" bien encadré, nous retenons la forte implication des salariés, soucieux du bien-être des mineurs, mais aussi le choix des appartements visités, bien plus flatteurs que d'autres logements de l'association.

Si vous souhaitez nous adresser des documents en passant par une plateforme sécurisée et anonymisée, rendez-vous sur pals.mediacites.fr (<https://pals.mediacites.fr/>)



par [Morgane Remy](#)